



Canadian
Environmental Law
Association
EQUITY. JUSTICE. HEALTH.



Also available in English: <https://bit.ly/4jBR3ZN>

Sous embargo jusqu'au jeudi 24 avril 2025, 5 h (HAE)

Personnes-ressources pour les médias : **Terry Collins**, +1 416-878-8712 (cell.),
tc@tca.tc

Erica Phipps, erica@healthyenvironmentforkids.ca

De concert avec ses organisations partenaires, affiliées et collaboratrices à travers le pays, le Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement (PCSEE) lancent aux gouvernements un appel à l'action urgent. Cet appel à l'action sera disponible au <https://bit.ly/4jv8HP4> (en français) et au <https://bit.ly/3GeWCiI> (en anglais) dès la levée de l'embargo. Les médias peuvent consulter en avant-première les rapports complémentaires de l'Association canadienne du droit de l'environnement (ACDE) dans leur version complète en anglais par les médias au <https://bit.ly/4iokDBf>. Ils pourront également les consulter dans leur version résumée en français après la levée de l'embargo au <https://bit.ly/4inhf9>.

Possibilités d'entrevues à l'avance

Le Canada est invité à protéger dès maintenant les enfants contre l'augmentation de la chaleur dans les écoles et les milieux de garde à l'enfance

Les épisodes de chaleur extrême causés par les changements climatiques menacent la santé et l'apprentissage des enfants

Une quarantaine d'organisations lancent un appel urgent à l'action lors de la [Journée des milieux d'apprentissage sains](#), qui se tiendra le 24 avril

Alors que les Canadien·ne·s font face à des vagues de chaleur qui croissent en intensité et en fréquence, des expert·e·s des domaines de la santé, de l'éducation et du droit tirent la sonnette d'alarme sur un problème qui s'envenime : la chaleur extrême dans les écoles et les milieux de garde à l'enfance, occasionnée par la montée des changements climatiques.

Alors que le gouvernement canadien met la population en garde contre le fait que 2025 est une année qui battra presque les records de chaleur établis, le Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement (PCSEE) et l'Association canadienne du droit de l'environnement (ACDE) affirment que les écoles et les milieux de garde à l'enfance au Canada sont mal préparés à cette situation, et que les enfants en subiront les conséquences.

L'ACDE et le PCSEE ont respectivement publié des rapports détaillés et un appel à agir immédiatement et de manière coordonnée de sorte à protéger la santé, le bien-être et les capacités d'apprentissage des enfants dans les écoles et les milieux de garde à l'enfance à travers le pays.

Lancé par le PCSEE et signé par 40 organisations partenaires et collaboratrices, dont l'ACDE, l'appel collectif à l'action, qui comprend une synthèse des effets de la chaleur extrême, est accompagné de deux rapports complémentaires de l'ACDE soulignant la nécessité de rendre les infrastructures à vocation éducative résilientes aux changements climatiques.

« À travers tout le pays, des expert·e·s représentant un large éventail de disciplines demandent à tous les paliers gouvernementaux d'agir urgemment », déclare Erica Phipps, directrice générale du PCSEE. « La crise climatique est déjà en train de transformer la vie des enfants au Canada. Ce sont les décisions que nous prenons aujourd'hui qui détermineront si les milieux d'apprentissage que fréquentent les enfants sont sains ou malsains. »

« Il ne s'agit pas seulement de confort. Il s'agit également de protéger la santé, la sécurité et l'avenir de chaque enfant au Canada ».

Les enfants sont particulièrement vulnérables

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) [prévoit](#) qu'en matière de records de chaleur, 2025 rivalisera avec 2024, cette dernière étant l'année la plus chaude jamais enregistrée. Si les modèles climatiques suggèrent qu'il soit possible que l'année 2025 soit légèrement plus fraîche que 2024, il demeure toutefois qu'il y a plus de 99 % de chances qu'elle soit plus chaude que toutes les années avant 2023 pour lesquelles des températures ont été enregistrées.

Sur le plan physique, l'exposition à la chaleur extrême risque de causer des coups de chaleur, de l'épuisement, des éruptions cutanées et d'autres maladies qui peuvent se manifester rapidement.

L'appel à l'action lancé à l'échelle nationale par le PCSEE indique que les enfants sont particulièrement vulnérables à ces sérieux dangers pour la santé en raison des phénomènes suivants :

- Le corps des enfants produit plus de chaleur pendant l'activité physique, et sa capacité à se refroidir par la transpiration est plus faible que celle des adultes
- Les enfants se déshydratent plus rapidement que les adultes
- Les jeunes enfants peuvent avoir de la difficulté à exprimer clairement qu'ils ont trop chaud, ce qui met une grande responsabilité sur les épaules des aidant·e·s et des éducateurs

Les enfants en situation de handicap physique ou mental et ceux souffrant de problèmes de santé chroniques, tels que l'asthme, les maladies cardiaques et les problèmes rénaux, sont particulièrement vulnérables à la chaleur extrême. Des études indiquent que même des températures qui ne sont pas considérées comme « extrêmes » peuvent entraîner une augmentation du nombre de visites d'enfants aux urgences.

Cela dit, les effets de la chaleur ne se manifestent pas seulement sur le plan physique. La chaleur dans les salles de classe peut nuire à l'attention, à la mémoire et à la régulation émotionnelle, compliquant ainsi l'apprentissage chez les élèves. Des études établissent d'ailleurs un lien entre la température élevée et l'irritabilité, les troubles du sommeil, l'absentéisme et la baisse des résultats scolaires.

Une étude menée aux États-Unis a estimé que dans une école sans climatisation, une augmentation de 0,6 °C (1 °F) de la température au cours d'une année scolaire avait entraîné une baisse de 1 % des résultats d'apprentissage. Une autre étude a estimé une baisse de 4,5 % des résultats chez des élèves ayant passé un examen de fin d'études secondaires lors d'une journée où il faisait 32,2 °C (90 °F) par rapport à d'autres élèves l'ayant passé lors d'une journée où il faisait 21,1 °C.

La chaleur exacerbe les inégalités

L'appel collectif à l'action du PCSEE et les rapports de l'ACDE révèlent une réalité troublante : la chaleur extrême amplifie les inégalités sociales.

« Les enfants dans les communautés défavorisées et mal servies vivent souvent dans des zones où il y a moins d'espaces verts, où le nombre d'occupant·e·s par logement est élevé, et où il y a peu d'accès à la climatisation, tant à la maison qu'à l'école », explique Jacqueline Wilson, conseillère à l'ACDE. « Plusieurs élèves fréquentent des écoles où il n'y a ni climatisation ni ombre à l'extérieur; or, ces conditions rendent dangereuses les journées chaudes. Les enfants autochtones sont particulièrement vulnérables à cause du sous-financement systémique des infrastructures sur les territoires des Premières Nations, ce qui inclut les bâtiments destinés à l'éducation et à la garde des enfants. »

Si le Canada ne procède pas à des investissements ciblés, des milliers d'enfants risquent de continuer de fréquenter des salles de classe et des milieux de garde à l'enfance où la chaleur

atteint des niveaux dangereux. Or, cette situation comporte des enjeux non seulement sur le plan de la réussite scolaire, mais également de la santé, de la sécurité et de la justice.

La surchauffe des salles de classe et des cours de récréation est un problème d'ampleur nationale

Les communautés à travers le Canada constatent une hausse du nombre d'épisodes de chaleur extrême. Il est prévu que, sous l'effet des changements climatiques, le nombre de jours où la température excède 30 °C doublera ou triplera dans certaines régions du Canada d'ici à 2050.

Le PCSEE souligne que le Canada accuse du retard dans l'adaptation des infrastructures à vocation éducative à l'évolution du climat, faisant en outre remarquer que les médias rapportent que peu d'écoles au Québec et en Nouvelle-Écosse sont dotées de salles de classe climatisées. D'autres reportages suggèrent que moins du tiers des écoles de Toronto sont dotées d'un système central de climatisation, et qu'à Winnipeg, des dizaines d'établissements ne sont dotés d'aucun système de climatisation.

Lors des épisodes de chaleur, la température à l'intérieur des habitations peut grimper bien au-dessus du maximum recommandé de 26 °C. Or, il s'agit là d'un seuil supérieur de température qui a été établi en tenant compte de la capacité des adultes à tolérer la chaleur, et non de celle des enfants. Les salles de classe surchauffées peuvent dissuader les élèves d'aller à l'école, perturber l'enseignement, et priver les élèves dont le domicile n'est pas climatisé de refuge contre la chaleur.

Dans les cours de récréation et les espaces d'apprentissage en plein air, les revêtements et les autres surfaces artificielles peuvent retenir la chaleur et ainsi atteindre une température dangereuse. Une étude menée en Arizona a d'ailleurs révélé que les températures les plus chaudes avaient été mesurées dans les cours d'école. L'ombre est trop souvent un luxe, celle-ci étant plus abondante dans les écoles aisées que dans celles des quartiers à faible revenu. Le gazon artificiel, qui est de plus en plus employé, n'a pas la capacité d'atténuer la chaleur comme l'herbe et la végétation, en plus de comporter d'autres risques pour la santé associés aux produits chimiques toxiques et aux microplastiques.

Les rapports publiés par l'ACDE révèlent que le problème est particulièrement criant dans les communautés des Premières Nations, alors que les logements, les milieux de garde à l'enfance et les écoles sont particulièrement mal équipés pour affronter les conséquences des changements climatiques en raison d'un sous-financement chronique. Les enfants autochtones se trouvent ainsi à être démesurément exposés à la mauvaise qualité de l'air, à la fumée des incendies forestiers et à la chaleur extrême, ce qui soulève d'importantes préoccupations en matière de justice environnementale.

Un plan pour rendre les milieux d'apprentissage plus sûrs et plus frais

Le PCSEE, l'ACDE et leurs partenaires proposent un plan d'action détaillé pour adapter les écoles et les milieux de garde à l'enfance du Canada à la chaleur extrême. L'adoption d'une norme fixant la température maximale à 26 °C à l'intérieur des bâtiments est au cœur de ce plan.

Selon l'ACDE, il est nécessaire de soutenir la mise en place et l'application de cette norme à l'aide d'un investissement adéquat, notamment dans les communautés qui manquent de ressources.

Les principales recommandations de l'ACDE sont les suivantes :

- **Systèmes mécaniques de climatisation.** Les écoles et les milieux de garde à l'enfance doivent installer des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation ou moderniser ceux qu'ils possèdent, et veiller à ce que la température intérieure n'excède jamais 26 °C. Les appareils consommant peu d'énergie et produisant peu d'émissions de carbone, comme les pompes à chaleur, devraient être préconisés.
- **Rénovation des bâtiments.** Les investissements ne doivent pas se limiter à la climatisation. Ils doivent également servir à rénover les bâtiments afin d'accroître leur efficacité énergétique — à l'aide d'une meilleure isolation, d'un toit froid, ou d'une ventilation écoénergétique —, ce qui contribuera du même coup à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la facture d'énergie.
- **Mesures passives et gestes à poser.** Qu'il s'agisse d'employer des dispositifs permettant d'empêcher les rayons du soleil d'entrer par les fenêtres ou d'éteindre les appareils électroniques qui génèrent de la chaleur, différentes stratégies simples peuvent contribuer à contrôler la température intérieure. Toutefois, les écoles et les milieux de garde à l'enfance ont besoin de conseils, de formation et de ressources pour pouvoir mettre en œuvre efficacement ces stratégies.
- **Verdissement des espaces extérieurs.** Il est essentiel d'avoir plus d'arbres, de couvre-sols naturels et de structures créant de l'ombre. Le PCSEE recommande également de limiter l'usage de revêtements sombres et d'interdire l'utilisation de gazon artificiel en raison de leur capacité à retenir la chaleur et des risques qu'ils font planer sur l'environnement et la santé.
- **Collecte de données et suivi.** Il est nécessaire d'améliorer la collecte de mesures de la température intérieure et de données concernant les effets de la chaleur sur la santé des élèves afin d'élaborer des stratégies visant à atténuer la chaleur. Le suivi de la température devrait être obligatoire, et des plans d'intervention en cas de chaleur devraient être mis en place et communiqués de manière claire.

Comme le soulignent les rapports publiés par l'ACDE, Statistique Canada affirme qu'une grande partie des infrastructures à vocation éducative au pays ont plus de 15 ans, et que de nombreux établissements approchent de la fin de leur durée de vie utile. À Toronto, par exemple, les écoles publiques ont en moyenne plus de 60 ans, et moins d'un tiers d'entre elles sont dotées d'un système central de climatisation.

Citant l'Assemblée des Premières Nations, l'ACDE souligne également que le financement fédéral actuel ne couvre qu'environ 23 % des besoins essentiels des écoles autochtones. En

conséquence, les classes sont surpeuplées, les installations sont obsolètes et, dans plusieurs cas, les écoles ne sont pas en mesure d'offrir des milieux d'apprentissage sûrs et sains lors des épisodes de chaleur extrême. Au moins 202 écoles de Premières Nations ont besoin d'être agrandies, et 56 doivent être complètement remplacées. Or, une telle situation exige que le gouvernement fédéral élabore, en collaboration avec les Premières Nations, des stratégies visant à promouvoir la résilience climatique — y compris lors des épisodes de chaleur extrême — dans les écoles et les milieux de garde à l'enfance dans les communautés de Premières Nations.

Témoignages

« Les effets physiologiques néfastes d'une température intérieure excessive sont bien connus. De nouvelles preuves viennent renforcer la recommandation selon laquelle une exposition prolongée à une température intérieure excédant 26 °C doit être évitée pour protéger les personnes sensibles à la chaleur. Les enfants, les aîné·e·s et les personnes souffrant de maladies chroniques sont particulièrement vulnérables ».

- **Glen Kenny, Ph. D.**, directeur de l'unité de physiologie humaine et environnementale, Université d'Ottawa

« Les parents et les familles à travers tout le Canada tirent la sonnette d'alarme sur les effets de la crise climatique sur leurs enfants, y compris l'accroissement de la fréquence des épisodes de chaleur extrême. Nous soutenons avec enthousiasme cet appel collectif à l'action, car il propose une stratégie d'action globale axée sur l'équité qui met les enfants au premier plan. Cela signifie d'impliquer les communautés dans la planification, et d'accorder la priorité aux personnes qui sont particulièrement affectées par la chaleur extrême, non seulement dans les écoles et les milieux de garde à l'enfance qu'elles fréquentent, mais aussi dans leurs maisons et leurs quartiers. Notre vision commune promeut la mise en place de solutions qui ne se limitent pas à rafraîchir les établissements d'enseignement, mais qui permettent aussi d'aménager des environnements plus verts et plus résilients pour tout le monde. »

- **Anne Keary**, For Our Kids

« Les changements climatiques, incluant l'aggravation des épisodes de chaleur extrême, constituent une véritable menace pour la santé physique et mentale des enfants. Ayant pour mandat de collaborer avec différents secteurs afin de réduire l'exposition aux risques pour la santé et d'améliorer l'équité en matière de santé, les agences locales de santé publique sont bien placées pour travailler avec les conseils scolaires, les services de garde à l'enfance et d'autres partenaires communautaires afin que les milieux éducatifs soient équipés d'infrastructures pour protéger la santé contre la chaleur afin de réduire les risques climatiques pour les enfants sur une planète qui se réchauffe rapidement. »

- **Helen Doyle**, membre de l'Association canadienne de santé publique (ACSP) et présidente du groupe de travail sur la santé environnementale de l'Association pour la santé publique de l'Ontario (ASPO).

« Les avantages de jouer et d'apprendre en plein air sur le plan du développement social, émotionnel et cognitif des enfants sont incontestés. En termes simples, les enfants s'épanouissent quand ils passent beaucoup de temps à l'extérieur. Si nous ne prenons pas dès

maintenant des mesures proactives pour aménager des espaces de jeu et d'apprentissage en plein air résilients à la chaleur, les changements climatiques auront des conséquences encore plus graves sur nos enfants et leur avenir. Cet appel collectif à l'action montre la voie à suivre pour rendre les milieux d'apprentissage résilients aux changements climatiques pour tous les enfants, à l'intérieur comme à l'extérieur. »

- **Louise de Lannoy**, directrice générale, Jouons dehors Canada

* * * * *

Les signataires de l'appel à l'action sont des organisations qui se consacrent à la santé publique, à la protection de l'environnement, à l'action climatique, à l'aide juridique, à la justice sociale, à l'éducation, à l'apprentissage préscolaire, à la garde d'enfants, à la santé et à la sécurité au travail, de même qu'à la défense des droits des parents :

1. Le Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement (PCSEE)
2. Association canadienne du droit de l'environnement
3. Association canadienne des médecins l'environnement (ACME)
4. Association canadienne des infirmières et infirmiers pour l'environnement (ACIE)
5. Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE)
6. Center for Environmental Health Equity (CEHE)
7. Environmental Health Clinic at Women's College Hospital
8. Little Things Matter
9. Ontario Public Health Association (OPHA)
10. Pollution Probe
11. Collaboration pour l'éducation en santé environnementale prénatale (ÉSEP)
12. Andrew Fleck Children's Services
13. Association of Early Childhood Educators of Newfoundland and Labrador (AECENL)
14. Association of Early Childhood Educators of Nova Scotia (AECENS)
15. BC Society of Transition Houses (BCSTH)
16. Canadian Health Association for Sustainability and Equity (CHASE)
17. Institut Canadien des inspecteurs en santé publique - Ontario (ICISP-O)
18. Association canadienne de santé publique (ACSP)
19. Citizens' Climate Lobby - Toronto (CCL-T)
20. Clean Air Partnership
21. Climate Action for Lifelong Learners (CALL)
22. Climate Emergency Unit
23. Climate Legacy
24. ÉcoÉcoles
25. Efficacité énergétique Canada
26. Environmental Defence
27. Environmental Education Ontario
28. First Call Child and Youth Advocacy Society
29. For Our Kids
30. Green Communities Canada
31. Health Providers Against Poverty (HPAP)

32. Just Futures Kingston
33. Low-Income Energy Network (LIEN)
34. Association pulmonaire du Nouveau-Brunswick
35. Jouons dehors Canada
36. Prevent Cancer Now
37. Seniors for Climate Action Now!
38. Take Me Outside
39. The CHANGE Research Lab
40. Projet de la réalité climatique Canada
41. Windfall Ecology Centre

* * * * *

Les personnes-ressources suivantes seront à la disposition des médias pour répondre à leurs questions :

Erica Phipps, M.S.P., Ph. D., directrice générale du PCSEE

Jacqueline Wilson, conseillère juridique, ACDE

Helen Doyle, B. Sc., CISP(C) — Association pour la santé publique de l'Ontario/Association canadienne de santé publique

Glen P. Kenny, Ph. D., FCAHS, FACSM, directeur de l'Unité de recherche en physiologie humaine et environnementale à l'Université d'Ottawa, chercheur principal, Operation Heat Shield Canada